



Baromètre du Greffé du Tribunal de Commerce de Paris

L'indicateur de la vie économique des entreprises de la Capitale

juin 2009

Bilan de l'économie parisienne au 1^{er} semestre 2009

Ce bilan s'appuie sur les informations des registres légaux tenus par le greffe et sur les jugements prononcés par le Tribunal de commerce de Paris.

Le nombre des entreprises actives poursuit sa croissance à Paris : à l'issue du 1^{er} semestre 2009, les entreprises inscrites au Registre du commerce et des sociétés sont toujours plus nombreuses. Avec 4 422 entreprises supplémentaires, le nombre des dossiers d'entreprise du RCS augmente de 1,33% par rapport au premier semestre 2008.

Les jugements d'ouverture de procédures de redressement et de liquidation judiciaires augmentent de 11% au 1^{er} semestre 2009 par rapport à 2008. Les juges ont prononcé l'ouverture de 40 procédures de sauvegarde depuis janvier 2009, contre 8 pendant la même période 2008.

La création d'entreprise à Paris continue sur la même ligne que des mois précédents : L'augmentation de 22% des créations de sociétés par actions au premier semestre 2009 compense en partie la poursuite du ralentissement des immatriculations au Registre du commerce de Paris, qui s'élève à -19% tout statut juridique confondu, en 2009 par rapport à 2008.

Tableau de bord : variation du 1 ^{er} semestre 2009 / 2008	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes : 341 110 entreprises, soit 4 422 de plus qu'en 2008	+1,33%	
Les immatriculations d'entreprises		-18,9%
<i>dont 9 405 immatriculations de SARL</i>		-17%
Le montant moyen cumulé de l'endettement fiscal des entreprises*		-56%
Le montant moyen cumulé de l'endettement social des entreprises*		-24%
Les jugements d'ouverture de redressements et liquidations judiciaires	+10,6%	

*Evolution du montant moyen cumulé des déclarations effectuées auprès du Greffe par les administrations fiscales et sociales

Création d'entreprises, profil des entités créées et de leurs dirigeants

La création de sociétés par actions reste très dynamique au premier semestre 2009.

Si le nombre total des immatriculations au RCS au premier semestre 2009 s'élève à 15 353 entreprises, soit 19% de moins qu'à l'issue du 1^{er} semestre 2008, les créations de sociétés par actions poursuivent sur leur lancée dynamique initiée à partir de février 2009.

Le statut de SA/SAS génère un nombre grandissant d'immatriculations malgré la crise :

- Avec 1 982 nouvelles sociétés, le total cumulé de nouvelles sociétés par actions augmente de 22% depuis début janvier 2009 par rapport aux 6 premiers mois 2008. La proportion de SA/SAS par rapport au nombre total d'immatriculations augmente de 50 % : elle se situait à 9% en juin 2008 et s'établit à 13% à l'issue du 1^{er} semestre 2009.

La baisse du nombre d'immatriculations sous les autres statuts juridiques ralentit mais se poursuit :

- Avec 9 405 nouvelles SARL immatriculées au RCS au premier semestre 2009, leur nombre est inférieur de 17% à celui des 6 premiers mois de 2008. Les SARL représentent 61% des immatriculations d'entreprises, elles ne concernaient que 60% des immatriculations en 2008.



- Les immatriculations sous statut de commerçants-personnes physiques diminuent de 29% depuis janvier 2009 par rapport à 2008. Leur proportion du total des immatriculations est de 5% au premier semestre 2009 contre 6% en 2008.
- Les créations de SNC s'élèvent à 816 sociétés depuis le mois de janvier 2009, leur nombre diminue de plus de la moitié par rapport à la même période de 2008 où 1752 SNC avaient été immatriculées. Elles représentent 5% des immatriculations du 1^{er} semestre 2009 contre 9% en 2008.
- Les immatriculations de sociétés civiles diminuent en nombre et en proportion du total des immatriculations : leur nombre régresse de près de 26% au premier semestre 2009 par rapport à 2008 et leur part du total des immatriculations est de 14% en 2009 contre 15% en 2008.

Profil du créateur d'entreprise au 1^{er} semestre 2009 par rapport à celui de 2008

La répartition des créateurs d'entreprises par groupes selon les critères Hommes / Femmes / Personnes morales, au premier semestre 2008 et 2009, met en évidence une répartition similaire de ces populations en 2008 et 2009. Les effectifs de chaque population régressent : le nombre des créateurs d'entreprises hommes et femmes diminue de façon égale mais celui des personnes morales à l'origine d'une immatriculation est affecté d'une plus forte baisse.

Créateur	1 ^{er} semestre	Immatriculations	Evolution annuelle	Pourcentage d'immatriculations par nature du dirigeant
Hommes	2008	12 315	-	65%
	2009	10 039	-18%	65%
Femmes	2008	3 549	-	19%
	2009	2 909	-18%	19%
Personne morale	2008	3 057	-	16%
	2009	2 405	-21%	16%

■ ■ ■ Endettement des entreprises

Le nombre d'inscriptions relatives aux investissements des entreprises recueillies par le greffe au mois de juin 2009 cesse de diminuer et augmente de 2% par rapport au mois de juin 2008.

Le bilan du 1^{er} semestre juin 2009 relatif aux investissements des entreprises sur la période de 6 mois indique une baisse globale de 13% du nombre de nantissements de fonds de commerce ou d'outillage et de privilèges du vendeur par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Le montant moyen cumulé des inscriptions du fait des organismes fiscaux et sociaux, baisse de 56% vis à vis du Trésor Public pour un montant moyen d'environ 172 189 euros et de 24% vis à vis de la Sécurité sociale soit un montant moyen d'environ 7 034 euros.

■ ■ ■ Procédures judiciaires : injonctions de payer et défaillances d'entreprises

Le nombre de décisions relatives à des procédures en injonction de payer* augmente de 20% au premier semestre 2009 par rapport à 2008. 6 540 entreprises se sont tournées vers le Tribunal pour contraindre un débiteur à honorer une créance.

A noter : 22 procédures en injonction de payer européenne ont été introduites en 2009.

Le nombre des procédures judiciaires collectives augmente de 11% au 1^{er} semestre 2009 par rapport à celui de 2008, soit 2 071 jugements d'ouvertures de procédures collectives prononcés par le Tribunal. 40 procédures de sauvegarde ont été prononcées depuis janvier 2009, contre 8 au 1^{er} semestre 2008.

Le montant du passif moyen cumulé par entreprise en difficulté s'élève à 124 581 euros, soit + 9%.

Le nombre de salariés impactés par une liquidation judiciaire s'élève à 4 144 personnes au 1^{er} semestre 2009 :

- 29% d'entre elles travaillaient dans le secteur des services aux entreprises
- 12% dans le commerce
- 11% dans l'industrie manufacturière
- 9% dans l'hôtellerie restauration

*L'injonction de payer est une procédure rapide de recouvrement des montants impayés, le dossier de demande est déposé au Greffe et une décision est rendue sous huit jours par le Tribunal.

**Ce taux résulte du rapport du nombre d'entreprises défaillantes à Paris sur le nombre d'entreprises commerciales actives à une même date.